

LETTRE OUVERTE DU CONSEIL PRESBYTERAL DE MANAGUA

AU PRESIDENT CARTER

Monsieur Carter,

En tant que membres du Conseil presbytéral de l'archidiocèse de Managua, nous représentons le clergé de Managua et ceux d'entre nous qui siègent au Conseil d'administration de la Conférence Nationale des Religieux représentent toutes les congrégations et tous les ordres religieux du Nicaragua. Nous vous écrivons pour vous faire connaître notre point de vue sur la situation actuelle dans le pays et sur le rôle joué par les Etats-Unis dans cette situation.

1- LE DESTIN DU NICARAGUA SI LE REGIME DU GENERAL SOMOZA CONTINUE

Le monde entier est au courant de la crise sérieuse qui secoue notre pays. Depuis presque un an, le régime du Général Somoza fait face à une situation de plus en plus tendue. Actuellement la crise est à son maximum.

En conséquence, la répression que subit le peuple nicaraguayen a atteint une violence jamais encore connue: mitraillage à volonté sur la foule dans beaucoup de villes; exécutions sommaires de rebelles capturés vivants; mort sous la torture de personnes emprisonnées; fouilles illégales dans beaucoup de foyers accompagnées de violence physique et de confiscation des biens; torture de nombreuses personnes dans les rues par la Garde Nationale, spécialement de jeunes gens qui participaient à des démonstrations pacifiques, ainsi que d'autres formes de répression.

L'élément fondamental de cette situation est en dernier ressort la violence institutionnalisée qui permet au gouvernement de se maintenir au pouvoir. A cause de cette violence, le peuple nicaraguayen, à de nombreuses occasions, a vu ridiculiser sa détermination à prendre en mains son histoire par le processus électoral.

En tant que pasteurs, le moins que nous puissions faire est de déplorer cette pénible situation. Mais notre préoccupation sera plus aiguë encore si le régime du Général Somoza devait rester en place. La raison en est ceci: puisqu'il est structurellement impossible d'opérer aucun changement significatif dans le pays, la seule façon pour Somoza de rester au pouvoir est de s'imposer par la violence. Ce régime porte donc la mort. Et comme disciples du Christ, nous voulons que notre peuple ait la vie et en abondance.

Pourquoi disons-nous que le gouvernement est incapable d'opérer des changements significatifs? Si nous regardons le secteur agraire et la condition des paysans qui constituent la plus grande partie de la population, nous devons conclure que sous ce régime, il est impossible de faire une réforme agraire qui ait du sens. Une telle réforme profiterait aux familles qui vivent sur la terre tout autant qu'à l'économie du pays tout entier qui en tirerait une réactivation. Cependant, le Général Somoza ne va pas céder ses terres et celles de ses alliés pour

une réforme agraire. Il ne va pas non plus exproprier les grands propriétaires qui sont déjà contre lui car cela envenimerait le conflit et aggraverait la crise politique. Les autres terres, à cause de leur faible productivité, ne seraient pas d'un grand secours pour une réforme agraire valable.

L'industrie, avec la crise qu'amènent les théories de l'intégration et avec la fin de l'expansion artificielle qui a suivi le tremblement de terre (déc. 1972), fait face à de sérieuses difficultés. Elles affectent autant les hommes d'affaires que les ouvriers. Bien loin des stratégies qui favorisent le développement industriel, les mesures qui ont été prises tendent plutôt à le freiner.

Nous pourrions parler aussi de la corruption administrative et du revenu national, des problèmes qu'entraîne la dette extérieure, de l'insécurité généralisée dans l'économie nationale et de la fuite croissante des capitaux, etc.

La dramatique crise économique, dans laquelle le pays va sombrer si le système actuel dure, va renforcer les rangs des différents courants de l'opposition, ce qui entraînera des offensives de plus en plus fortes contre le régime. Le gouvernement devra recourir à la terreur généralisée pour se maintenir au pouvoir. Les attaques violentes de la Garde Nationale contre le peuple nicaraguayen continueront puisque le peuple ne renoncera pas à son espoir d'une société fondée sur la justice et la vérité et garante de la liberté.

Le même Dieu qui a créé l'homme à son image et à sa ressemblance, a créé la terre et tout ce qu'elle contient pour être au service de l'homme en sorte que les biens créés soient équitablement à la disposition de tous. Dieu a donné à ses enfants le pouvoir de transformer et de parfaire le monde en travaillant ensemble.

Nous ne pouvons continuer à vivre dans cet état de mécontentement, d'incertitude et d'anxiété. Une voie de solution devient urgente, qui nous permettra de reconstruire notre société à partir de ses fondements moraux et civiques en rénovant tous les niveaux de la vie socio-politique.

2- LE BESOIN D'UNE VRAIE DEMOCRATIE

Pour justifier et perpétuer la situation actuelle, le régime emploie l'argument de l'anticommunisme. Les évêques latino-américains nous ont avertis à Medellín, que pour ce type de gouvernement, "il est très facile de trouver une apparente justification idéologique (par exemple, l'anticommunisme) ou pratique (La préservation de l'"ordre") pour donner un visage honnête à leur action". (Medellin, II, 6).

La fêrule de Somoza a chassé beaucoup de paysans de leurs terres avant que les communistes ne les en fassent partir. C'est un régime qui préfère garder un faible taux d'emploi plutôt que le communisme ne vienne réduire le peuple au travail forcé et qui envoie les soldats dissidents en prison pour qu'ils ne soient pas tentés de passer au communisme. Au Nicaragua, il est très difficile de trouver un groupe social que le gouvernement n'a pas étiqueté d'une certaine manière comme communiste ou comme étant un instrument des communistes. Même votre gouvernement, Président Carter, a été accusé d'être "sous l'influence des gauchistes" (Novedades, Managua, 3 sept. 1978, p. 3).

Nous avons besoin d'une vraie démocratie. Et il est possible de la construire. Nous possédons suffisamment de ressources humaines pour mettre en oeuvre la démocratie. Tout le peuple nicaraguayen, à tous les niveaux, la désire comme un vieux rêve. Avec une envie manifeste, nous la voyons, à distance, oeuvrer quotidiennement chez les nations soeurs. Pour elle, nous avons déjà payé assez cher: le sang et la vie de plusieurs de nos plus chers fils! Avec tristesse, nous voyons l'agonie se prolonger et le prix à consentir augmenter.

Notre désir d'une société nouvelle est en harmonie avec l'orientation de la Conférence Episcopale du Nicaragua qui a demandé "sans ambiguïtés un nouvel ordre social et politique qui rendrait plus humaine la condition de la majorité de la population au niveau de l'administration, de la santé, de l'éducation, du logement, du travail, de terre, des salaires et des droits de l'homme... Le commandement de l'amour fraternel, dans notre situation, signifie établir un état de choses où prévalent les valeurs évangéliques de l'amour, de la vérité et de la justice traduites en ordre politique, social et économique conforme au plan de Dieu".

Dans le même esprit, notre archevêque Miguel Obando y Bravo et le Conseil presbytéral se demandent "comment pourrions-nous ne pas contribuer à ce que disparaissent la peine et l'angoisse, les meurtres et la haine, en sorte que le peuple puisse retrouver la paix, le dialogue civilisé, l'enthousiasme à participer à sa propre histoire et la joie fraternelle de vivre son destin" (Message de l'évêque et du Conseil presbytéral sur la situation actuelle au Nicaragua, du 3 août 1978).

3- CE QUE NOUS DEMANDONS A VOTRE GOUVERNEMENT

Dans l'effort du Nicaragua pour faire son histoire, nous demandons à votre administration -- au nom de la vraie démocratie et du sentiment chrétien le plus profond, et avec tout le respect qui revient à ceux qui ont l'investiture gouvernementale -- de mettre la plus grande urgence à stopper toute aide, de quelque ordre qu'elle soit, au régime du Général Somoza, étant donné que même l'aide apportée pour l'éducation ou l'agriculture, en dernière analyse, sert à réprimer le peuple. En stoppant l'aide américaine, vous rendrez au peuple nicaraguayen une aide inestimable. Vous vous donnerez une meilleure image à nos yeux, qui atténuera un peu le souvenir que nous avons de l'accession au pouvoir des Somoza grâce à l'aide américaine.

Monsieur le Président, vous avez affirmé que votre gouvernement respecterait le droit des peuples à se déterminer eux-mêmes. Nous vous demandons de tenir votre parole en n'aidant en aucune façon le gouvernement du Général Somoza.

Comme pasteurs au service du peuple dont nous partageons les joies et les malheurs, les réalités et les espoirs, nous vous demandons instamment d'appuyer les justes demandes de ce noble peuple sur la scène internationale, au moment où il cherche dramatiquement une issue démocratique pour sortir de sa crise.

Pour sa part, le peuple nicaraguayen, à l'exemple du Christ, continuera courageusement à faire face à l'égoïsme et à l'injustice des individus et de la société. Le progrès de ce pays, dans la mesure où il contribue au meilleur équilibre de la société humaine, fait sa part pour la construction du Royaume de Dieu, où, à la fin des temps, Il "essuiera toute larme de leurs yeux, et la mort sera détruite, où il n'y aura plus ni deuil, ni pleurs, ni douleurs d'aucune sorte, car les choses anciennes ne seront plus".

Le Conseil presbytéral de l'archidiocèse de Managua et le Conseil d'Administration de la Conférence Nationale des Religieux.

(Sources: LATINAMERICA PRESS (Noticias aliadas), October 12, 1978; trad. de l'EMI.)